Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

La grande souffrance de l'Algérie

Aux président de la République d'Algérie et chef d'état-major de l'armée. Une proposition de discussion.

Par Cherif Aissat
Mondialisation.ca, 27 juin 2019

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: Histoire et Géopolitique
Analyses: LE MAGHREB

Avec les décisions non prises par le chef d'état-major et le président de la république qui sont les incarnateurs de la décision politique et le faux radicalisme des manifestants ; notre pays, notre patrie et sans aucun événement qui viendra chambouler tout, c'est-à-dire sans conflit international armé ni une nouvelle guerre civile, l'Algérie est plongée encore une fois dans un cinquante-ans additionnel de soumission. Le cinquante-ans est facile à estimer. Des comparaisons entre les drames intérieurs que les Algériens ont vécus et ceux des pays qui nous ressemblent sont suffisants. Nous reviendrons en dernière partie sur ces comparaisons.

Comme après l'indépendance en 1962, après octobre 1988, après Sant'Edigio en janvier 1995, après Avril 2001 et après la chasse du dernier président de la république élu, à chaque fois que les colonels et généraux se mêlent des problèmes politiques, la situation s'aggrave en Algérie ; elle empire. De très et très complexe, ils ont compliqué à l'extrême les solutions aux différentes crises explosives des Algériens et des Algériennes que ces manifestations ont éludées à escient.

Dans cet ordre, pour l'amazighité, la paix et l'intégrité du territoire de notre patrie que nous aimons et aimerons ad-vitam aeternam, et pour l'évitement d'une nouvelle guerre, nous continuerons à travailler pour l'Algérie, à agir auprès de ceux qui peuvent nous aider et contre ceux qui veulent l'embraser.

À travers Hocine Ait Ahmed et Ali Mecili : pour la patrie

Avant d'aller sur les dangers que courent les Algériens et l'Algérie et avant la commémoration en décembre prochain du départ de Hocine, en compagnie d'une personne de notre choix, nous sommes prêt dans l'immédiat à animer une conférence sur ses actions internationales durant la guerre de libération et avec Ali Mecili après. Nous la ferons dans le Sud de l'Algérie, dans les Aurès, en France, à New-York pour la symbolique de l'introduction de l'autodétermination nationale à l'ONU. Si plusieurs endroits sont proposés, alors pour montrer la ressemblance de certaines conjonctures et tirer profit des solutions passées, nous détaillerons dans chacun des lieux une des différentes théories qui ont soutenu chacun des trois volets suivants. Le premier sera le Contrat national de Saint'Égidio, le deuxième sera l'introduction des droits de l'homme en Algérie, le troisième et qui était son mantra : le droit d'avoir des droits, célèbre énonciation de Hannah Arendt même si pour nous, l'exigence de cet esprit remonte à plusieurs années auparavant, dans les travaux de Ricardo Alvaro et les pensées de Ruffia Alvaro, de l'Uruguay. Pour cette conférence, les frais

de nos déplacements avec une personne de notre choix doivent être assurés.

Notre proposition aux dirigeants algériens.

Comme presque toutes celles au sujet desquelles nous avons eu quelques informations, les politiques de la santé et de la monnaie sont fascistes. Après avoir proposé en vain aux députés une conférence quand cette dernière était en débat ; ce jour et à partir de Montréal, nous proposons au président de la république et au chef d'état une discussion d'une à deux heures sur : 1) l'amazighité de l'Algérie et non sur l'identité ou l'enseignement de la langue, 2) sur le risque de scission dans l'armée, de guerre et de partition de l'Algérie et 3) sur la politique monétaire et en bref sur la budgétaire**.**

Nous le répétons encore une fois. Les soldats algériens doivent recevoir toute l'attention nécessaire. Ils ne doivent manquer de rien. Les artistes, les écrivains 'violents' se doivent d'être solidaires par leurs présences en leur offrant des moments de joie et de répit.

Nous revenons sur l'actuelle constitution pour demander au président de la République d'autant qu'il représente le pouvoir législatif qui l'a promulguée et au chef d'État-major de révéler ses rédacteurs.

Dans le même ordre d'idées, une constituante est réclamée par certains. Elle est cardinale. Le réaliser dans l'immédiat c'est enfoncer l'Algérie un peu plus. L'expérience de la Tunisie est édifiante. Étant 21ème siècle, les Algériens doivent la réaliser avec les outils et mécanismes de ce premier quintile de ce siècle.

Parlons de la période actuelle.

Les Américains, les Européens sont sans aucun doute possible en contact discret avec ceux-qui-décident-en-Algérie, cette formule insultante du président de la France. Aussi, il est évident que des négociations secrètes et imposées se déroulent. Ce coup de manifestations sans leaders qui vient des USA soutenu par la France est si violent que les décideurs n'ont qu'une seule possibilité : négocier avec les figures qui se sont fabriquées les jours précédents en offrant à la consommation de prétendues réunions et rencontres de certaines autres. Le travail de sape de certaines ONG et OING qui ont agi au sein des partis politiques algériens et associations produit actuellement ses ravages. Ces derniers temps, ce sont des djornanistes français qui se sont mêlés. Parmi eux, deux tristes plumes que nous avons cités nommément auparavant : Nicholas Beau et Edwy Plenel qui au lieu de dénoncer le fiducide monétaire et la prédation que conduit leur pays en Afrique et de remonter les assassinats d'Algériens en France, versent des larmes de crocodiles.

Faute de légitimité, l'évolution, que nous considérons comme positive, dans l'approche des solutions proposées est inconséquente. Actuellement c'est la variante Coopération (Sex Battle) qui est adoptée. Avant c'était la tactique du Dilemme du prisonnier et au début c'était le jeu jusqu'au-boutiste de la Poule mouillée (Chicken Game). Sans sagesse et lucidité dans un dialogue même de sourds, cette variation dans les stratégies finira inévitablement dans la violence et répression des manifestants. Avec cette inférence, nul besoin d'être dans le secret des généraux pour attirer l'attention sur la direction prise vers ce risque.

Après les dangereuses manœuvres politiciennes de tamazighth avec le Commissariat et l'Académie, si le président qui a été chassé a miné la patrie en sacrifiant et

instrumentalisant l'identité et la langue amazighes au profit de l'ultralibéralisme, l'actuel (président) avec le chef d'état-major risquent d'achever la patrie en sacrifiant l'intégrité du territoire avec une scission dans l'armée comme c'est le cas au Venezuela auquel celui de notre pays est aisément comparable.

Quelques faits

L'incapacité du président de la république, du chef d'état-major et des ministres de s'associer à la finale de la coupe d'Algérie, un événement institutionnalisé illustre le fossé qui sépare les décideurs locaux et une partie de sa population.

Les tragédies vécues par les détenus dans les prisons algériennes ont montré les limites du respect des droits humains, de l'action de l'Ordre des médecins algériens, du Conseil supérieur de la magistrature, des organisations de magistrats y compris celles qui sont nées durant ces manifestations. N'est-il pas temps de demander une visite de tous les détenus et de reparler des conditions de détention ? Les lecteurs de l'information ont certainement remarqué le silence des avocats des célébrités qui sont détenues. Ils auront remarqué aussi que ni les avocats ni les djornanistes n'osent nommer les magistrats qui dirigent les procès. Ils auront remarqué aussi que les dirigeants des partis politiques et les figures permanentes dans les médias se sont tus.

Relation entre détenus, justice, fuite des capitaux et banque centrale

Sous une justice impartiale et non de posture ou de conjoncture, envoyer en prison des coupables et criminels est la petite partie d'un processus. Dans les derniers cas liés à des malversations et corruptions, tant et aussi longtemps que les lois sur le taux et risque de change ne sont pas abrogées et de nouvelles lois patriotiques votées, tant que le biais à l'exportation n'est pas remis en cause et remplacé par la production, transformation et consommation intérieures, les Algériens iront de Charybde en Scylla.

Après les précédentes révélations sur les Algériens et les paradis fiscaux, nous espérons que la filière maltaise épargnera notre pays. À Malte, la citoyenneté (nationalité) est un produit légalement marchand.

Cette foire aux procès montre les ravages des lobbies sur les députés en votant des lois laxistes et antipatriotiques. Les Algériens ne doivent pas être surpris si un voleur mineur de téléphones portables, un pauvre chapardeur est condamné plus lourdement qu'un coupable de détournement et fuite de capitaux. Le signal qui dit que ces crimes vont encore continuer a été donné par le président de la république qui a inauguré la foire alors que les hôpitaux, usines et universités publiques périclitent, s'effondrent à cause de l'ultralibéralisme adopté et des nouvelles politiques de l'emploi qui une fois mises en œuvre broieront du noir.

La grande souffrance de l'Algérie

L'une des plus grandes souffrances de l'Algérie a été l'usage à tort et à travers des vertus dédiés à la vérité, à l'honnêteté, à la noblesse et nous pensons aux mots : martyr, sacrifice, patriotisme, héros et bravoure.

Dans les raisonnements actuels et futurs, les Algériens doivent intégrer l'inter-générationalité et l'inter-temporalité sinon leurs descendances souffriront plus.

L'effet boomerang des malversations dans certains projets réalisés par ceux qui sont dans

les tribunaux ou prisons sera violent. Si la nature est résiliente et résistante, ses réactions seront extrêmement violentes sur les populations une fois ses limites atteintes. Nous pensons à la baisse des populations et en particulier les Terguie, Mozabite et Chaouie, aux migrations internes et gentrification, à l'avancée du désert, à la disparition des savoirs ancestraux, à la dépossession de tous les Amazighs de leurs sciences en médecine naturelle, système d'irrigation au profit des multinationales, la réduction des terres agricoles, aux retenues collinaires, aux autoroutes, aux cités dortoirs et la criminalité qui s'y développe, à la production de médicaments et autres domaines.

Il est à noter que toutes les décisions qui ont été prises récemment ne sont pas régaliennes. Pour ne pas nuire aux intérêts américains, français, anglais et de l'Union européenne, aucune décision n'a été prise dans l'annulation de certains accords comme celui de coopération avec l'U.E au sujet duquel un ancien ministre a dit que l'État algérien n'a fait que signer le document.

Certaines déclarations qui circulent révèlent le toboggan sur lequel l'Algérie a été poussée. Quelques exemples. 1) L'État doit être fort et stable. L'État fonctionne avec une administration composée de non élus. L'État est impersonnel et il doit être neutre. Ce sont la paix, la solidarité et le patriotisme qui doivent être forts par une synergie et syncrétisme que créeront les Algériens. Ce sont les personnes et groupes qui dirigent notre pays qui doivent être comptables devant le peuple et sous le glaive de la loi faibles et instables pour pouvoir garantir le fonctionnement légitime et démocratique du pays : ce qui est appelé en politique, l'alternance au pouvoir. 2) La parole du peuple est au-dessus de la constitution. C'est une déclaration populiste qui fait le lit du fascisme. La parole du peuple doit être dans la constitution et pour qu'elle y soit, l'obligation de vote et d'autres règles doivent être imposées.

Concernant la banque centrale et ses gouverneurs. Annoncer l'effondrement des réserves de change a très peu de sens. C'est la révélation des mouvements de capitaux qui touchent les comptes de la balance des paiements en particulier le compte des invisibles et l'éclatement du compte courant. Un retour sur le brasier allumé au début des années 1990 s'impose.

La soumission présente et passée de l'État algérien sera hautement préjudiciable au peuple. Elle est lisible et visible dans les lois monétaires, budgétaires et les pratiques répressives des voix libres ainsi que l'intouchabilité des sociétés étrangères.

Tant que les terres agricoles 'volées ou détournées' ne sont pas restituées à l'État, les Algériens doivent s'attendre au pire.

Venons-en à quelques détails

Nous n'avons pas de télévision, nous parcourons en diagonale quelques journaux. Quand l'esprit est libéré par les aimés, nous lisons assez : de la poésie, des mathématiques, de la littérature rêche, du théâtre. Nous apprécions les livres de théorie et les publications académiques ; nous aimons aussi les fictions réalistes, vivantes ainsi que des lontes qui nous parlent de notre pays.

Des Algériens ont chanté et donné des conférences à Montréal. Récemment, des informations disent que l'État algérien a signé ou s'apprête à signer un contrat avec une grosse multinationale réputée française alors que son actionnariat a changé, sa comptabilité

est offshore. Que les Algériens ou universités invitent Alain Deneault, philosophe et professeur à l'Université de Montréal pour parler de cette société et de son livre dans lequel il a réservé une bonne partie à l'Algérie.

Nous citons aussi les auteurs Stephanie DeGooyer, Alastair Hunt, Lida Maxwell, Samuel Moyn qui ont publié collectivement l'ouvrage The Right To Have Rights ou David P. Thomas.

Amazighité :

Quand nous avons travaillé sur l'économie de la langue, nous ne nous attendions pas à être forcés à traiter certains aspects juridiques surtout et leurs monstrueux impacts sur l'Algérie. Après Hocine Ait Ahmed qui a suggéré un nouvel hymne national, nous avons découvert dans un débat avec l'auteur des mémoires de Chadli Bendjedid que ce dernier aimait tellement la chanson Min Adjlika Ya Watani qu'il avait souhaité en faire le nouvel hymne. Que ce serait-il passé s'il avait pris cette décision ? Que ce serait-il passé s'il avait proposé un hymne bilingue ?

Soudan et Algérie

Les manifestations soudanaises ont été animées et non déclenchées par une jeune femme. Toute comparaison positive et superficielle avec ce pays sera la preuve d'une ignorance crasse. Les deux crises, l'algérienne et la soudanaise, se ressemblent en tout point sauf sur deux : le Soudan a connu une guerre ethnique et une partition. C'est ce que nous tentons d'expliquer pour l'éviter à l'Algérie. Il est passé par une dictature militaire, guerre ethnique, partition, régime islamiste ; il est retombé dans une dictature militaire avec un coup d'état d'un ex-allié du président chassé qui a entrainé, encore une nouvelle fois, une nouvelle dictature. Le Soudan est infesté de troupes paramilitaires et milices. La combinaison a engendré des tueries de manifestants alors que la famine fait des ravages. Avec le Nil qui alimente l'Égypte, Il y a la guerre de l'eau qui pointe. Le Soudan est-il en train de changer de tutelle ? De l'égyptienne à la saoudienne ? Les terres rares soudanaises sont certainement un objectif occidental pour couper cette source à la Chine. Ses terres fertiles sont à coup sûr dans la ligne de mire des Saoudiens avec leurs hedges funds et financements de la Banque mondiale. Une partie de la production sera pour la consommation saoudienne et une autre pour d'immenses profits vers l'Europe du Nord. Le résultat sera une probable inflation au Soudan, l'expansion de la paupérisation et l'expulsion des autochtones et indigènes de leurs terres.

Espérant que le chef d'état-major se rappelle qu'il a déclaré qu'il est au côté du peuple, les forces de répression s'interdiront toute violence et effusion de sang. Nous espérons aussi que les manifestants feront preuve de lucidité en arrêtant ces mouvements de foule et ouvrant une lucarne étroite dans laquelle s'engouffrera la paix pour trouver une solution à notre dramatique quotidien.

Notre Patrie est plus grande que l'amour que nous lui vouons. En évitant les percnoptères, les charognards et les extrêmes, elle trouvera son bonheur.

Cherif Assait

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Cherif Aissat, Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **Cherif Aissat**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca